



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Normandie**

Service risques

Arrêté n° – 5 MAI 2020

**portant autorisation d'occupation temporaire des sols sur l'emprise foncière du site de la
société GREEN PACK, sise à BOSC-LE-HARD**

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement (livre V) et notamment ses articles L.511-1, L.514-6 et L.171-8 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant Monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

Vu l'arrêté n° 19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Yvan CORDIER, Secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime ;

Vu le Code de justice administrative et notamment son article R.532-1 ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée notamment par l'article 1^{er} du décret n° 65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 14 juin 2016 et **– 6 MAI 2020** prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site de la société GREEN PACK dans la commune de Bosc Le Hard et confiant la maîtrise d'ouvrage des dits travaux à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ;

Vu les plans annexés ;

Considérant le délai nécessaire (de plusieurs années) d'exécution des travaux d'office pour lesquels l'Ademe est autorisée à intervenir au titre des arrêtés en dates des 14 juin 2016 et **– 6 MAI 2020**

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les représentants de l'ADEME ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, chargés de l'exécution des travaux de mise en sécurité des installations (classées) situées au 674 rue Jeanne de la Lorraine à Bosc Le Hard sur le terrain appartenant à la société civile et immobilière O.L.C. ACTIVITÉS 108 route de Clères 76690 Claville Motteville sont autorisés pour une durée de 3 ans, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté de travaux d'office en date des 14 juin 2016 et du **6 MAI 2020**

A cet effet, ils peuvent effectuer toute opération que la réalisation des travaux rend indispensables.

Article 2

Les propriétaires ou locataires des parcelles doivent suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1^{er} prescrits à l'ADEME par voie d'arrêtés préfectoraux en date du 14 juin 2016 et du **6 MAI 2020**.

Article 3

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire est établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux sont à la charge de l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant est fixé par le tribunal administratif.

Article 4

Chacun des responsables chargés des travaux doit être muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il est tenu de présenter à toute réquisition.

Article 5

La présente autorisation est périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'application.

Article 6

Le présent arrêté est publié et affiché au moins 10 jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire de Bosc Le Hard qui adresse à la préfecture de Seine-Maritime un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et au frais du liquidateur judiciaire de la société GREEN PACK.

Article 7

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'environnement, cette décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Rouen. Le délai de recours est de 2 mois. Ce délai commence à courir à compter du jour où la présente décision a été notifiée.

Conformément aux dispositions de l'article R.414-6 du Code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 8

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9

Le Secrétaire général de la préfecture, le maire de Bosc Le Hard, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est affichée pendant une durée minimale de un mois à la mairie de Bosc Le Hard.

Une ampliation du présent arrêté est adressé :

- à Maître Béatrice Pascual ;
- au maire de Bosc Le Hard ;
- à la société civile et immobilière O.L.C. ACTIVITÉS ;
- à la délégation régionale de l'ADEME.

Fait à Rouen, le

– 5 MAI 2020

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
Le Secrétaire général



Yvan CORDIER

Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R.421-a à R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

